

CTSD 20 janvier 2022 - Carte scolaire 1er degré

Déclaration liminaire FSU



Ce CTSD se tient une semaine après la grève du 13 janvier dans l'éducation. Cette journée d'action est digne des annales puisqu'elle a réuni 75% de grévistes dans les écoles dont la moitié sont ainsi restées fermées, 62% dans les collèges et lycées généraux et technologiques et plus de 50% dans les lycées professionnels. La manifestation valentinoise, forte de 1000 personnes, a rassemblé l'ensemble des personnels, les enseignant·es bien sûr mais également les AESH, les infirmières, les CPE, les agents administratifs, les personnels territoriaux des écoles, les psychologues scolaires, les AED, les personnels sociaux. Il est exceptionnel d'avoir pu compter également les corps d'inspection et chefs d'établissements dans une mobilisation soutenue par les parents d'élèves et les organisations de jeunesse.

Devant l'ampleur de cette mobilisation, le gouvernement a été contraint de recevoir en urgence les organisations syndicales et c'est le Premier Ministre qui a dirigé cette réunion, en présence du Ministre de l'Éducation nationale. Force est de constater que le ton et l'écoute du Premier Ministre ont tranché avec le refus de dialogue du ministre depuis des mois.

Des engagements ont été pris : report des évaluations de CP, ouverture de négociations pour le report des épreuves de spécialités du bac prévues en mars, recrutement de listes complémentaires, recrutement de contractuel·les, recrutement de 1500 AED pour les vies scolaires, livraison de masques chirurgicaux voire FFP2 dans certains cas (AESH, maternelles...).

Cependant la FSU n'est pas dupe. L'annonce d'une aide à la direction d'école qui croule littéralement sous les tâches, *via* 1700 emplois vacataires est très largement insuffisante et ne représenterait qu'une aide par circonscription. Quant à l'embauche de quelques milliers de contractuel·les, elle n'en est pas vraiment une. Les rectorats avaient déjà cette possibilité qui, au vu des conditions de travail et du salaire proposé, s'avère bien souvent impossible à mettre en œuvre, sans compter que le volume annoncé reste très loin de la hauteur des besoins du terrain. La FSU demande également que les listes complémentaires recrutées soient stagiaires à la rentrée 2022.

Depuis rien de bien concret n'est visible. Les belles paroles semblent s'être envolées mais un nouveau scandale a été révélé. Si le Ministre de l'Éducation nationale a le droit de prendre des vacances, s'il est vrai qu'il a pu être joignable à tout moment, il est insupportable pour les personnels, accablés depuis plusieurs années, pour les citoyen·nes, en attente d'informations nécessaires pour la continuité du Service Public d'Éducation, d'apprendre que Monsieur Blanquer non seulement communique un nouveau protocole kafkaïen la veille de la rentrée dans un média privé et payant, mais qu'il le prépare sciemment depuis sa villégiature ensoleillée. C'est la goutte d'eau qui fait déborder un vase trop plein depuis déjà bien longtemps ! La FSU26 demande la démission d'un ministre totalement discrédité.

Ce CTSD, comme celui de la semaine prochaine, est consacré à la préparation de la rentrée. La date anticipée de la carte scolaire ne permet pas le nécessaire dialogue entre les acteurs concernés. Les documents de travail envoyés tardivement ne font pas apparaître un certain nombre de données demandées. Il manque essentiellement pour les écoles de REP le nombre de classes dédoublées et le nombre de classes à 24 hors REP. Les documents montrent malheureusement le gouffre entre les paroles et les actes de notre gouvernement. Ce que la situation actuelle démontre, c'est la nécessité de renforcer les services publics, ceux de la Santé évidemment, mais aussi l'École et tous les métiers de l'Éducation, tant ceux-ci sont aussi en première ligne pour faire tenir toute la société et au-delà préserver tout son avenir. Le budget 2022 ignore ce constat !

Avec seulement 4 ETP de dotation prévue pour la Drôme pour la rentrée 2022, la carte scolaire s'annonce tout aussi contrainte que les précédentes. La priorité au primaire est une vaste mascarade puisque la dotation ne correspond même pas à des postes mais seulement à une augmentation du temps de présence des futurs PES devant élèves qui passera l'année prochaine d'un mi-temps à un temps plein, comme au bon vieux temps du sarkozysme.

Le Ministère souhaite poursuivre les derniers dédoublements en REP et REP+, plafonner les GS-CP-CE1 à 24 dans le reste des écoles et nourrir les maigres avancées sur les décharges de direction... Pour cela, le rectorat estime qu'il faudrait 28 ETP. La dotation étant de 4, le calcul est vite fait, il va falloir fermer de nombreuses classes et pas un seul poste de remplaçant ne pourra être créé ! Un comble lorsqu'on voit la situation du remplacement, et tout particulièrement en période épidémique. De même, aucun poste de RASED n'est créé dans une période qui continue à exacerber les difficultés scolaires et psychologiques des enfants.

L'administration se cache derrière une relative baisse démographique pour justifier une si petite dotation. Sur cette carte scolaire, elle choisit de répartir les fermetures sur l'ensemble du territoire sans aucune logique et en niant les dynamiques démographiques locales.

À l'opposé de cette politique, l'école a un besoin urgent d'investissement. **Il faut un collectif budgétaire pour des recrutements statutaires massifs afin d'assurer le remplacement, la formation et de réduire les effectifs dans les classes. Il faut augmenter les salaires des personnels, au-delà des annonces du Grenelle de l'Éducation, dans le cadre du dégel du point d'indice et d'augmentations indiciaires. Il faut répondre aux revendications des AED et AESH, en première ligne face à la crise sanitaire et sa gestion catastrophique.**

La colère des personnels n'est pas retombée ! C'est pour cela que la FSU avec une large intersyndicale appelle à la mobilisation. Aujourd'hui des rassemblements ont lieu devant les établissements dans toute la Drôme. La mobilisation intersyndicale se poursuivra avec la grève et les manifestations du 27 janvier prochain sur la question cruciale des salaires, des emplois et des moyens.